



L'Alternative Rouge et Verte

Bulletin de Ensemble ! Bourgogne-Franche-Comté

Hors série mars 2022

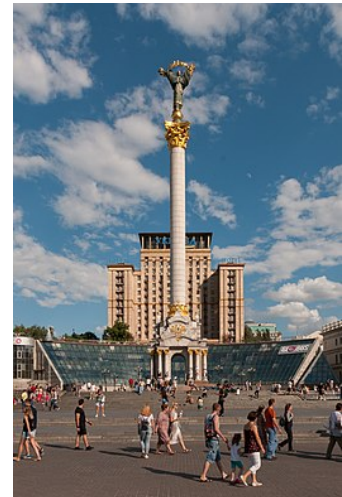
Tenter de comprendre la folle guerre de Poutine

Nous assistons depuis des semaines à une escalade militaire avec l'Ukraine comme enjeu, sans penser qu'elle aurait la guerre comme aboutissement. Elle nous ramenait aux crises les plus graves de la Guerre froide : crise des missiles à Cuba (1962) et installation des euromissiles en Europe (1977-1987). En massant des troupes et des armements considérables autour de l'Ukraine, Poutine avait mis d'emblée la barre très haut. Ce faisant il avait déjà réussi à renforcer ceux qu'il considère comme ses ennemis (l'Alliance atlantique, l'Union européenne), réorienter les États-Unis vers l'Europe, pousser les pays neutres vers l'OTAN. Quant à la nation ukrainienne, déjà fortifiée dans sa cohésion par le chantage dont elle était victime, elle se montre, face à l'entreprise de destruction et à l'exode, qui lui sont imposés, plus déterminée que jamais à résister à l'envahisseur.

Une remise en cause de l'ordre mondial

Quels sont les enjeux avoués ? Il s'agit de la part de Moscou, outre la **négarion de l'existence d'une nation ukrainienne** distincte du peuple russe et de ses droits démocratiques, d'interdire à l'Ukraine de choisir en toute liberté ses alliances. Cela au nom d'une conception restrictive de la souveraineté des États de son environnement proche, qui rappelle la tristement célèbre doctrine de la « **souveraineté limitée** » de Leonid Brejnev élaborée au détriment de la Tchécoslovaquie (1968). **Au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !**

L'aventurisme de Poutine prétend se justifier par la nécessité d'empêcher toute nouvelle extension de l'OTAN. Il est vrai que l'OTAN s'est considérablement étendue vers l'Est. Cette avancée étant le produit à la fois des ambitions de l'impérialisme étatsunien et des aspirations des peuples des anciens pays satellites ou ayant appartenu à l'empire tsariste avant 1917 à la protection du parapluie américain. Mais ce faisant elle ravivait un sentiment russe d'encerclement. **Nœud gordien qui ne peut être tranché par la seule dissolution de l'OTAN.** Cette nécessaire dissolution aurait d'ailleurs dû avoir lieu immédiatement après la désintégration de l'Union soviétique. Mais quel sens, sauf



« *Monument à l'indépendance* »
Place Maïdan à Kiev le 21 novembre 2013, des manifestants durement réprimés contestent la décision de leur gouvernement de ne pas signer l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union Européenne

dans une perspective « campiste », cela peut-il avoir aujourd'hui quand les bombes écrasent les villes ukrainiennes et que tous les voisins de l'Ukraine adhèrent plus que jamais à cette protection ? Imposer aux pays entrés dans l'OTAN d'en sortir et à l'Ukraine d'être démilitarisée comment concilier cela avec **le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes** ? N'est-ce pas au peuple ukrainien qu'il appartient de décider de son destin ? Et ni aux États-Unis, ni à la Russie ? In fine d'ailleurs la question de la dissolution de l'OTAN n'exige-t-elle pas d'interroger la nature du pouvoir russe et sa politique d'hégémonie sur son environnement proche ?



Suite page suivante

... **Un régime autocratique**

Poutine a pour objectif de remettre en cause un ordre mondial qui lui est défavorable. Recul vers l'Est et le Nord de sa zone d'influence, avancée de l'OTAN du fait de l'intégration des pays du bloc de l'Est, effacement diplomatique, régression militaire malgré la conservation d'un armement nucléaire considérable et recul économique du fait essentiellement d'une libéralisation à marche forcée, tels étaient les caractères du déclin de la Russie dans la hiérarchie des puissances. Mais elle n'en est plus là. Si les années Poutine ont été par ailleurs celles d'un relatif relèvement économique, en particulier grâce à la richesse du sous-sol russe en hydrocarbures sur le plan politique, les institutions ne sont guère qu'une façade.

Une sorte de **césarisme**, qui n'est pas sans rappeler l'autocratie tsariste s'est mis en place, incarné par Vladimir Poutine, au pouvoir comme Président ou comme Premier ministre depuis 1999 et caractérisé par le rôle que jouent, alliés aux **oligarques** placés sous sujétion, à la tête de l'État les siloviki, hommes du FSB (l'ex KGB), dont Poutine lui-même. Élections arrangées ou faussées avec une très faible participation, persécutions à l'égard des opposants, assassinats de journalistes, élimination de transfuges à l'étranger, xénophobie et racisme, dont un antisémitisme larvé, largement répandus dans la société.

Un pouvoir charismatique fondé sur un mélange de conservatisme et de nationalisme et utilisant toutes les armes à sa disposition : instrumentalisation de la mémoire de la Grande Guerre patriotique, restauration d'une puissance militaire de premier rang, exaltation de valeurs nationales immémoriales, dont la religion, utilisation des menaces intérieures (islamisme) et extérieures (OTAN), avec comme objectif central de rendre à la Russie, non sans se situer dans une continuité avec le stalinisme, **sa grandeur passée et la maîtrise de son environnement proche**.

Une renaissance en tant que grande puissance militaire

Objectif atteint ? Il semble de fait difficile de contester que la Russie, sans retrouver, et de loin, la position qui était celle de l'Union soviétique avant 1991, était désormais réapparue en tant qu'acteur avec lequel il fallait compter sur la scène internationale. Une restauration de la puissance, certes partielle mais réelle, qui s'était traduite, outre celles qui sont confiées à la milice qu'est le « groupe Wagner » (présent dans plus d'une dizaine de pays africains), par des interventions militaires spectaculaires, au **Caucase** d'abord (Tchéchénie et Géorgie), en **Crimée** et en **Ukraine** ensuite (en 2014), puis en **Syrie** (à partir de 2015). La Russie y a imposé sa mainmise, en écrasant sous les bombes la population et en s'installant en parrain d'un régime criminel. Obtenant pour prix de son soutien massif de retrouver des bases permanentes en

Méditerranée orientale. Faible puissance économique, la Russie de Poutine, forte en plus de son **rapprochement avec la Chine**, était indéniablement redevenue **une puissance militaire de premier rang**. D'où, tablant en outre sur l'affaiblissement des États-Unis (recul d'Obama en Syrie en août 2013, retrait désastreux d'Afghanistan en août 2021), Poutine a cru pouvoir profiter d'une supposée supériorité militaire et de l'assurance du nucléaire, pour passer à l'acte. Mais c'était sans compter avec la réaction énergique des Occidentaux – une riposte économique présentée comme « dévastatrice » - et surtout avec **la résistance acharnée du peuple ukrainien**.

Si du point de vue des responsabilités, toutes les puissances – l'impérialisme étatsunien au premier chef - sont impliquées, c'est en dernière instance du côté de la Russie qu'il faut chercher la clé. La Russie, où se fait cruellement sentir l'absence de vie démocratique et, au pire, où il est même possible de s'interroger sur l'isolement croissant d'un autocrate qui n'écoute plus que lui-même ! **Ce serait au peuple russe** – qui manifeste d'ailleurs comme il peut son opposition à la guerre - de désamorcer le délire qui lie le bloc réactionnaire des siloviki et des oligarques, de promouvoir les revendications des jeunes, des femmes et du monde du travail, de relancer les aspirations à la paix et de mettre fin à l'hystérie nationaliste dans une perspective internationaliste et, in fine, de rompre avec **une incontestable dérive impérialiste et de mettre fin à cette abominable guerre**.

Armée russe hors d'Ukraine !

Jean-Paul Bruckert
Ensemble 25 le 10 mars 2022

Le « campisme » pour les nuls

Qu'est-ce que le campisme ? Le mouvement ouvrier s'est constitué, avec comme référence la Commune, sans que la chose soit dite, en un camp opposé à la bourgeoisie, et plus tard, à l'impérialisme. Mais le tournant décisif sera la Révolution d'Octobre et l'émergence d'un État socialiste. Dès lors, pour tous ceux qui se réclament du socialisme, même s'ils sont critiques, se constitue un camp, désormais territorialisé, dont la mission est la défense de la « patrie du socialisme » et la lutte contre son ennemi, l'impérialisme. En 1991 cependant la désintégration de l'Union soviétique fait que, le soutien à la « patrie du socialisme » s'évanouissant, seul demeure l'antiimpérialisme. L'accusation de « campisme » - c'est alors que le terme apparaît et prend tout son sens dans les milieux de gauche - consistera à critiquer le soutien inconditionnel – au prix souvent d'accommodements avec la vérité - à la politique d'un État au motif qu'il serait hostile à l'impérialisme

L'Ukraine, une vieille nation reconstruite

L'agression de Poutine et de sa clique nous incite à nous pencher sur ce qu'est la nation ukrainienne, son origine, ses vicissitudes, son renouveau qui en fait aujourd'hui un État indépendant de la Russie, État qui s'est engagé dans la voie difficile d'une démocratisation après 70 années de joug stalinien. Et cette situation nous oblige à faire clairement le choix du soutien à la jeune démocratie ukrainienne contre la dictature poutinienne.

Du Moyen-Âge au XIXe siècle, États et empires

Fondé dans la seconde moitié du IXe siècle, l'État de Kiev (Rus de Kiev) est à l'origine des États slaves orientaux (Biélorussie, Russie et Ukraine). En déclin à partir du XIIe siècle, il fut détruit par les Mongols en 1240. Un peu après (fin XIIIe) et plus au nord, la Lituanie, qui n'avait pas été pillée par les Mongols, fut à l'origine d'un vaste État qui, vers 1400, s'étendait de la Baltique à la mer Noire et contrôlait l'essentiel des terres de langue ukrainienne (à l'exception de la Crimée et d'une partie de la côte de la mer Noire et de la mer d'Azov restées sous domination tatare puis ottomane). En 1386, un rapprochement s'effectua avec la Pologne par une union personnelle entre les deux souverains. Presque deux siècles plus tard, se rapprochement se renforça avec la création de la république des Deux-Nations, actée par le traité de Lublin de 1569, qui marque la prééminence polonaise (la Pologne prend le contrôle de l'Ukraine). A son apogée (Cf carte), cet État couvre plus d'un million de km² et compte 11 à 12 millions d'habitants, très majoritairement slaves (Polonais et Ukrainiens, principalement). La république des Deux-Nations est alors le plus vaste État européen (à l'exception de la Russie) et elle est largement tournée vers l'Europe du nord et l'Europe centrale, peu vers la Russie ; elle a aussi un rôle commercial entre l'empire Ottoman et la Baltique.

Mais, au milieu du XVIIe, avec un importante révolte cosaque (1648-1654)

qui fait appel à la Russie, puis une invasion suédoise (1655), commence le déclin de la république des Deux-Nations.

La révolte cosaque amène la création d'un premier état ukrainien (Hetmanat cosaque) centré sur le Dniepr qui oscille entre les influences polonaise, ottomane et russe. La seconde moitié du XVIIIe siècle est marquée par un développement considérable de la puissance russe, sous la direction de l'impératrice Catherine II, et la fin de la république des Deux-Nations. Dès 1764, la Russie annexe le Hetmanat puis s'attaque (1768) à l'empire Ottoman pour avoir un accès à la mer Noire. Petit à petit, elle annexe le sud, peu peuplé, de l'Ukraine, puis la Crimée tatare ; elle y développe une politique de peuplement avec des migrations de population venant de tout l'empire et même d'ailleurs (Allemands....). C'est également dans cette seconde moitié du XVIIIe siècle que la coalition entre la Russie, la Prusse et l'Autriche se partage la république des



Les contours du royaume polono-lituanien avec ses vassaux en 1619, superposé aux frontières actuelles

- 1 - La Couronne (Royaume de Pologne)*
- 2 - Borussie ou Duché de Prusse*
- 3 - Grand-Duché de Lituanie*
- 4 - Livonie*
- 5 - Duché de Courlande*

Deux-Nations, la Russie en obtenant plus de la moitié et repoussant de plusieurs centaines de km ses frontières vers l'ouest, prenant ainsi sous son contrôle des territoires, slaves ou non slaves, qui ne l'avaient jamais été ; la Russie occupe ainsi la majorité de l'Ukraine, le sud-ouest étant passé sous domination autrichienne.

XIXe et XXe siècle : le nationalisme au stalinisme

Un mouvement de renaissance nationale ukrainien, avec une dimension culturelle, se fait jour à partir du milieu du XIXe siècle dans l'Empire russe.

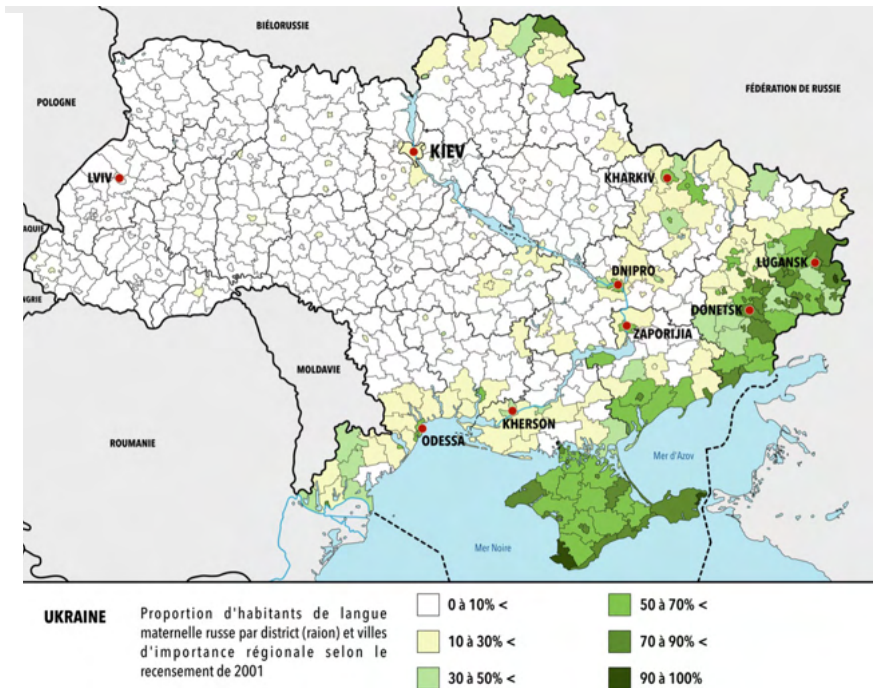
suite page suivante

... Il n'est pas du goût du pouvoir impérial qui développe une politique de russification en Ukraine et interdit l'usage de l'ukrainien dans les écoles en 1876 et limite son utilisation dans la presse et l'édition.

Après la révolution de février 1917, qui met fin à l'Empire tsariste, l'Ukraine est brièvement indépendante jusqu'en 1922. La période est assez troublée et se termine par la victoire de l'armée rouge sur les communistes libertaires de Makhno qui doit s'exiler. L'Ukraine va ensuite subir la terreur stalinienne, le « petit père des peuples » craignant le nationalisme ukrainien va, après quelques années de tolérance, relancer la politique tsariste de russification. Puis, dans le cadre du financement de l'industrialisation par le prélèvement des « surplus » ruraux, Staline va lancer la politique de « dékoulakisation » qui va se traduire, au début des années trente, par une effroyable famine en Ukraine qui fit plusieurs millions de morts (« Holodomor » ou « extermination par la faim ») (cf le film « L'ombre de Staline », 2020). Les nationalistes ukrainiens furent particulièrement nombreux à être victimes des purges stalinienne de 1937-1939. Aussi, on ne peut s'étonner que, gravissime erreur, une partie de la population ukrainienne ait pu percevoir, au début de la guerre, l'arrivée des troupes allemandes en 1941 comme une libération. Le bilan de la seconde guerre mondiale fut dramatique pour l'Ukraine : 8 millions de morts pour une population de 41 millions d'habitants en 1940.

L'indépendance, enfin

A la fin des années 80, la libéralisation du régime soviétique permet aux Ukrainiens de s'organiser pour défendre leurs droits à la souveraineté et, en 1991, l'indépendance est approuvée par 92 % des votants au référendum du 1er décembre. Mais, en raison des différences historiques et linguistiques, le sentiment national ukrainien n'est pas ressenti de la même façon par toute la population. Il faut d'abord rappeler que, selon le recensement de 2001, 78 % de la population du pays a l'ukrainien pour langue maternelle, 17 % le russe et 5 % une autre langue (Tatars, Roumains, Bulgares...). Les russophones (cf carte) sont particulièrement nombreux en Crimée, dans la partie industrielle du Donbass, et dans les grandes villes (ils sont majoritaires à Kharkiv, Dnipro, Odessa, Donetsk, Zaporijjia...). Les relations avec la Russie se sont aggravées suite à la « révolution orange » de 2004 et les tensions se sont accentuées entre pro-européens et pro-russes (qui pendant



longtemps comprenaient aussi de nombreux ukrainophones), ce qui a permis la victoire de Victor Ianoukovytch à l'élection présidentielle de 2010, bien que le sentiment d'appartenance se soit renforcé puisque 64,4% des habitants déclaraient soutenir l'indépendance du pays en août 2012 contre seulement 51,3% en août 2001. Majoritairement aussi les Ukrainiens ont répondu oui à la question « vivriez-vous en Ukraine si vous aviez le choix ? » à 79% dans l'Ouest et à 62% dans l'Est (août 2012). On ne saurait donc considérer que la « frontière linguistique » constitue une coupure radicale entre l'Est et l'Ouest, comme l'indique également la carte linguistique de 2001. Mais l'alignement de Victor Ianoukovytch sur la Russie a entraîné son renversement en 2014. L'annexion de la Crimée par la Russie, puis la création des « républiques » auto-proclamées ont suivi... puis l'agression russe du 24 février 2022. Depuis cette date, les déclarations des élus des villes à majorité russophones (en particulier Kharkiv, Odessa, Marioupol...) vont toutes dans le même sens. On peut donc être certain que l'attitude de Poutine depuis 2014 a considérablement renforcé le sentiment national ukrainien, phénomène qui ne semble pas avoir été intégré dans l'équation de l'attaque russe du 24 février.

Jacques Fontaine
Ensemble 01 le 10 mars 2022

Contact dans l'Ain : **ENSEMBLE! 01**
ensemble01@protonmail.com
en Bourgogne Franche-Comté
Ensemble :
ensemble.mage.fc@gmail.com

L'Ukraine en quelques lignes :

- le plus vaste État européen (après la Russie) : 603 000 km²,
- le septième par la population : 45 millions d'habitants,
- sa population décroît en raison d'une natalité faible et de l'émigration,
- Kiev est sa capitale : 2 900 000 hab,
- son indice de développement humain est élevé,
- elle est composée de 25 régions administratives (oblasti) et de deux villes à statut particulier (Kiev et Sébastopol),
- son relief est généralement plat (sauf les Carpates et la Crimée méridionale),
- son climat est continental, avec des hivers froids et des étés chauds,
- ses sols sont favorables à l'agriculture (« terres noires »),
- c'est aussi un grand pays industriel, autrefois grâce au bassin charbonnier du Donbass et à ses ressources en minerai de fer, aujourd'hui grâce au développement de la high-tech.